

Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH)

## **COVID-19 : Les défenseur.e.s des droits humains emprisonné.e.s doivent être immédiatement libéré.e.s**

Consultez la campagne #ForFreedom de la FIDH pour la libération des défenseur.e.s des droits humains emprisonné.e.s et menacé.e.s par la pandémie : <http://fr.freedom-defenders.org>

**Paris, le 8 avril 2020 - Face à la grave menace que représente pour les prisonniers la pandémie du nouveau coronavirus, qui continue à se propager très rapidement, la FIDH et ses organisations membres rappellent l'obligation qu'ont les gouvernements de garantir la sécurité et la santé des personnes détenues qui sont sous leur responsabilité, et lancent une campagne, #ForFreedom, pour appeler à la libération de tou.te.s les défenseur.e.s des droits humains (DDH) emprisonné.e.s.**

Alors que la propagation du COVID-19 représente une menace sans précédent, la nécessité de libérer les DDH est plus urgente que jamais. Nos droits et ceux qui les défendent ne doivent pas devenir des victimes de cette pandémie. La FIDH et ses organisations membres lancent aujourd'hui une nouvelle campagne globale #ForFreedom pour la libération de tou.te.s les DDH détenu.e.s à travers le monde. Ils doivent être libérés et autorisés à mener leurs activités légitimes de défense des droits des individus contre l'injustice, la discrimination, la violence et les autres formes de violations des droits humains.

*« Des centaines de personnes dans le monde entier sont emprisonnées non pas parce qu'elles ont commis un crime, mais en raison de leur travail de défense des droits humains. En tant qu'acteurs légitimes du changement, elles n'auraient jamais dû être détenues », a déclaré Alice Mogwe, Présidente de la FIDH. « Alors que le COVID-19 continue sa rapide expansion à travers le monde, il est temps pour les gouvernements de mettre fin à cette injustice et de libérer celles et ceux qui se battent pour faire respecter les droits humains », a-t-elle ajouté.*

Comme l'a [déclaré la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme](#) Michelle Bachelet, *« maintenant, plus que jamais, les gouvernements devraient libérer toutes les personnes détenues sans base juridique suffisante, y compris les prisonniers politiques et les autres prisonniers détenus simplement pour avoir exprimé des opinions critiques ou dissidentes »*. Cela concerne les mineurs, les personnes migrantes et réfugiées, les opposants politiques, les journalistes et les DDH.

Le site web de la campagne présente des DDH emprisonné.e.s, dont Loujain Al-Hathloul (Arabie Saoudite) ; Azimjan Askarov (Kirghizstan) ; Sevda Özbingöl Çelik et Hasan Ceylan (Turquie) ; Yuri Dmitriev (Russie) ; Leila de Lima (Philippines) ; Pablo Lopez Alavez (Mexique) ; Khalil Maatouk (Syrie) ; Narges Mohammadi (Iran) ; Miyan Abdul Qayoom (Inde) ; Nabeel Rajab (Bahreïn) ; Germain Rukuki (Burundi) ; Patrick Zaki (Égypte). Le site web sera régulièrement mis à jour avec de nouveaux cas individuels de DDH détenu.e.s arbitrairement.

L'urgence de la crise sanitaire actuelle offre aux autorités l'occasion de remédier à la privation

injuste de liberté de tous ces individus, dont beaucoup sont incarcérés dans des conditions sanitaires déplorables et se voient refuser des soins de santé adéquats.

Dans un tel contexte, la FIDH et ses organisations membres appellent plus généralement les gouvernements à décongestionner les prisons en libérant un grand nombre de prisonniers de manière temporaire, permanente ou conditionnelle pour des raisons de santé publique. Outre les défenseur.e.s des droits humains, la priorité devrait être donnée aux personnes âgées, aux enfants, aux personnes souffrant de problèmes de santé, aux prisonniers de conscience, aux prisonniers détenus pour avoir exprimé leurs opinions, aux détenus administratifs, aux prisonniers détenus pour des délits mineurs ou non violents, aux détenus en attente de jugement et aux détenus de l'immigration.

En temps de crise, les gouvernements ont l'obligation de protéger les personnes les plus vulnérables. Les populations carcérales, confinées dans des centres de détention qui peuvent facilement devenir des foyers de prolifération du virus, sont parmi les plus vulnérables à la menace de la pandémie de COVID-19. Ce risque est encore plus élevé dans les pays où les normes minimales en matière de conditions de détention ne sont pas respectées, où la surpopulation est la norme et où la distanciation sociale est impossible à mettre en œuvre. La propagation du virus dans les lieux de détention sera inévitable à moins que des mesures urgentes ne soient prises pour atténuer les risques. Dans le cas contraire, l'incarcération pourrait représenter une condamnation à mort pour de nombreux détenus qui contractent, ou risquent de contracter, le COVID-19.

De telles mesures seraient conformes aux obligations des États en vertu de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (révisé et adopté sous le nom de « [Règles Nelson Mandela](#) »), qui détaille les mesures visant à assurer une hygiène personnelle, une santé et une sécurité adéquates des détenus, ainsi qu'aux avis spécifiques émis par le Sous-comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture.

Nous nous félicitons de la décision prise par un certain nombre de pays, dont la [Turquie](#), la [Tunisie](#), l'Éthiopie, l'[Indonésie](#), le Sénégal et le Bahreïn, de commencer à libérer des prisonniers afin de réduire la surpopulation et de prévenir la propagation du virus. Nous demandons instamment à ces pays et à d'autres d'inclure les DDH parmi les personnes qui devraient être libérées immédiatement. De nombreux pays ont exclu la libération des prisonniers condamnés pour des infractions liées au terrorisme, pénalisant ainsi les DDH injustement incriminés sur la base d'accusations de terrorisme inventées de toutes pièces. Les DDH devraient être exempté.e.s de ces exclusions générales car leur travail en faveur des droits humains ne doit pas être confondu avec le terrorisme.

*Contact presse francophone:*

*Samuel HANRYON*

[shanryon@fidh.org](mailto:shanryon@fidh.org) / 00.33.6.72.28.42.94.

*Suivez-moi sur Twitter !*

[https://twitter.com/Sam\\_hanryon](https://twitter.com/Sam_hanryon)

## **Ligues signataires:**

### **Africa**

1. Botswana: Ditshwanelo

2. Burundi: ITEKA
3. Cameroon: Maison des Droits de l'Homme du Cameroun
4. Djibouti: LDDH Djibouti
5. Ethiopia: Ethiopian Human Rights Council (EHRCO)
6. Mauritania: Association Mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH)
7. DRC: Groupe LOTUS
8. DRC: Ligue des Électeurs
9. Rwanda: Association Rwandaise pour la Défense des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, ADL
10. Senegal: RADDHO
11. Tanzania: Legal and Human Rights Centre

## **Americas**

12. Argentina: Comité de Acción Jurídica (CAJ)
13. Argentina: CAJ
14. Brazil: Justica Global
15. Brazil: Movimento Nacional de Direitos Humanos - MNDH Brasil
16. Chile: Observatorio Ciudadano
17. Colombia: CAJAR
18. Ecuador: Acción Ecológica
19. El Salvador: Comisión de Derechos Humanos de El Salvador (CDHES)
20. Honduras: CIPRODEH
21. Honduras: COFADEH
22. Mexico: Limeddh
23. Mexico: IDHEAS
24. Nicaragua: CENIDH
25. Peru: APRODEH
26. Peru: Perú Equidad (Centro de Políticas Públicas y Derechos Humanos)

## **Asia**

27. Bangladesh: Odhikar
28. Cambodia: Cambodian Human Rights and Development Association (ADHOC)
29. China: Human Rights in China (HRIC)
30. India: Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI)
31. Indonesia: Commission for Disappeared and Victims of Violence (KontraS)
32. Iran: League for the Defence of Human Rights in Iran (LDDHI)
33. Iran: Justice for Iran (JFI)
34. Laos: Lao Movement for Human Rights (LMHR)
35. Malaysia: Suara Rakyat Malaysia (SUARAM)
36. Maldives: Maldivian Democracy Network (MDN)
37. Myanmar: Alternative ASEAN Network on Burma (ALTSEAN-Burma)
38. Myanmar: Myanmar Alliance for Transparency and Accountability (MATA)
39. Pakistan: Human Rights Commission of Pakistan (HRCPP)
40. Taiwan: Covenants Watch

41. Thailand: Internet Law Reform Dialogue (iLaw)
42. Thailand: Manushya Foundation
43. Thailand: Union for Civil Liberty (UCL)
44. Vietnam: Vietnam Committee on Human Rights (VCHR)

### **Eastern Europe and Central Asia**

45. Armenia: CSI – Armenia
46. Belarus: HRC Viasna
47. Georgia: Human Rights Center
48. Kazakhstan: International Bureau for Human Rights and the Rule of Law
49. Kyrgyzstan: Adilet (Kyrgyzstan)
50. Kyrgyzstan: Bir Duino
51. Kyrgyzstan: ILI Foundation
52. Kyrgyzstan: Kylym Shamy
53. Russia: ADC Memorial
54. Russia: Citizen's Watch
55. Russia: HRC Memorial
56. Ukraine: Center for Civil Liberties

### **Middle East and North Africa**

57. Algeria: CFDA (Comité des familles de disparus en Algérie)
58. Algeria: LADDH (Ligue Algérienne des Droits de l'Homme)
59. Bahrain: BCHR (Bahrain Center for Human Rights)
60. Gulf: GC4HR (Gulf Center for Human Rights)
61. Lebanon: CLDH (Centre Libanais des Droits Humains)
62. Morocco: AMDH (Association Marocaine des Droits de l'Homme)
63. Morocco: OMDH (Organisation Marocaine des Droits de l'Homme)
64. Palestine: PCHR (Palestinian Center for Human Rights)
65. Saudi Arabia: ALQST
66. Syria: SCM (Syrian Center for Media and Freedom of Expression)
67. Tunisia: LTDH (Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme)
68. Tunisia: ATFD (Association Tunisienne des Femmes Démocrates)
69. Yemen: SAF (Sisters Arab Forum)

### **Western Europe**

70. Albania: Albanian Human Rights Group
71. Belgium: Ligue des droits humains - Belgique
72. Croatia: Civic Committee for Human Rights
73. Finland: Finnish League for Human Rights,
74. France: Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH)
75. France: Ligue des Droits de l'Homme
76. Germany: Internationale Liga für Menschenrechte
77. Hungary: Hungarian Helsinki Committee
78. Lithuania: Lithuanian Human Rights Association
79. Latvia : Latvian Human Rights Committee

80. Portugal: Portuguese League for Human Rights - Civitas
81. **Romania: League for the Defence of Human Rights (LADO)**
82. Spain: Asociacion pro Derechos Humanos de Espana
83. Spain: Federacion de Asociaciones de Defensa y Promocion de Derechos Humanos de Espana
84. Turkey: Human Rights Association (IHD)
85. Turkey: Human Rights Foundation of Turkey
86. UK/Northern Ireland: Committee on the Administration of Justice